



SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-019- DB

Date d'affichage :
18 février 2021

Nombre de membres : 52
En exercice : 52
Quorum : 27

Présents: 43
Excusé(s) : 4
dont pouvoir(s) : 1
Absent(s) : 5

Nombre de votants : 44

Secrétaire de séance :

M. Guy BERTIN.

Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.

Membres présents en séance :

Présents : (43)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.

Excusé(s) : (4)

Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)

Benoît LEDOUX à Jackie GOULET

Absent(s) : (5)

Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY

DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE - ESSAIS ET ENTRETIEN DES POTEAUX -CONVENTION TYPE DE MISE À DISPOSITION DU PERSONNEL DE "EAUX SAUMUR VAL DE LOIRE - RÉGIE" AUPRÈS DES COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION "SAUMUR VAL DE LOIRE" RATTACHÉES À LA RÉGIE

Suite à la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et au décret 2015-235 du 27 février 2015, le maire est responsable de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) et doit, à ce titre, effectuer au minimum tous les trois ans, le contrôle de vérification des pressions des poteaux d'incendie sur son territoire, mission qui était assurée auparavant par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

La Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » (CASVL) disposant de personnels compétents affectés au sein de « Eaux Saumur Val de Loire - Régie » pour effectuer les pesées et l'entretien de poteaux, il est proposé de mettre à disposition les agents de ce service ainsi que le matériel adapté auprès des communes intéressées par la prestation proposée, afin que les opérations de vérification des tests de pesée des poteaux d'incendie (vérification des débits et des pressions) puissent être réalisées ainsi que les travaux d'entretien et de maintenance de ces poteaux.

A cet effet, il est proposé d'établir une convention type entre la CASVL et les communes de la CASVL qui seraient intéressées et sur lesquelles la CASVL exerce en régie la compétence « eau potable » (Allonnes, Blou, La Breille les Pins, Brain sur Allonnes, Courléon, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, St Philbert du Peuple, Vernail, Vernantes, Vivy), afin que les agents de « Eaux Saumur Val de Loire - Régie » puissent effectuer ces prestations.

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans.

La prise en charge financière se ferait par les communes concernées sur la base des coûts suivants :

Prestations	Montants
Pesée de poteau incendie	30 € par pesée et par poteau
Maintenance de niveau 1	20 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 2	50 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 3	450 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 4	600 € par intervention et par poteau
Renouvellement	1 500 € par intervention et par poteau
Création	1 700 € par intervention et par poteau

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Considérant la possibilité offerte aux communes qui le souhaitent de confier la vérification et l'entretien des poteaux d'incendie des communes de la CASVL du secteur de la régie ayant fait la demande, aux agents de « Eaux Saumur Val de Loire – Régie »,

Vu l'avis de la Commission "Cycle de l'Eau" en date du 04 février 2021

Aussi,

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **D'APPROUVER** la convention type, établie pour une durée de 3 ans, de mise à disposition du personnel de « Eaux Saumur Val de Loire – Régie » pour effectuer le contrôle technique et l'entretien des poteaux d'incendie des communes de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, sur lesquelles la gestion des réseaux d'eau potable est exercée par la régie et dont le coût de prestations pour les communes serait de :

Prestations	Montants
Pesée de poteau incendie	30 € par pesée et par poteau
Maintenance de niveau 1	20 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 2	50 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 3	450 € par intervention et par poteau
Maintenance de niveau 4	600 € par intervention et par poteau
Renouvellement	1 500 € par intervention et par poteau
Création	1 700 € par intervention et par poteau

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Maire de la Ville



Jackie GOULET

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »